

Art. 2. Le temps d'émission visé à l'article 1^{er} est réparti comme suit :

| | |
|--|-----------|
| 1. l'ASBL "Katholieke Televisie- en Radio-omroep (KTRO)" | 21 heures |
| 2. l'ASBL "Het Vrije Woord - Lichtpunt" | 21 heures |
| 3. l'ASBL "Moslim Televisie- en Radio Omroep (MTRO)" | 4 heures |
| 4. l'ASBL "Pro-Erts" | 2 heures |
| 5. l'ASBL "Israëlitische Godsdienstige Uitzendingen" | 1 heure |
| 6. L'Eglise orthodoxe en Belgique | 1 heure |

Art. 3. Le présent arrêté produit ses effets à partir du 1^{er} janvier 2011.

Art. 4. Le Ministre flamand ayant la politique des médias dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 8 avril 2011.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
K. PEETERS

La Ministre flamande de l'Innovation, des Investissements publics,
des Médias et de la Lutte contre la Pauvreté,
I. LIETEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2011 — 1209

[2011/202085]

31 MARS 2011. — Décret relatif au mérite wallon (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. § 1^{er}. Il est créé une distinction officielle, portant le nom de "mérite wallon", destinée à consacrer la reconnaissance des autorités wallonnes à toute personne physique ou morale dont le talent ou le mérite a fait ou fait honneur à la Wallonie dans une mesure exceptionnelle et contribue ainsi d'une façon significative à son rayonnement.

Le mérite wallon doit avoir un lien direct ou indirect avec les compétences de la Région wallonne.

§ 2. Le talent concerne une aptitude remarquable, notamment dans un domaine intellectuel ou artistique.

Le mérite vise à récompenser les services rendus par une personne au regard de la valeur de sa conduite et les difficultés surmontées ou pour un ensemble de qualités intellectuelles et morales particulièrement estimables.

§ 3. L'octroi de la distinction ne peut être considéré comme conférant une reconnaissance de certaines options, prises de position, ou actions politiques, idéologiques et philosophiques.

Art. 2. § 1^{er}. Cette distinction officielle a un caractère purement honorifique et ne confère aucun privilège.

§ 2. Le mérite wallon est composé de quatre rangs, classés dans un ordre hiérarchique croissant :

- premier rang : médaille du mérite wallon;
- deuxième rang : chevalier du mérite wallon;
- troisième rang : officier du mérite wallon;
- quatrième rang : commandeur du mérite wallon.

Le rang auquel le mérite wallon est attribué dépend du talent et/ou du mérite qu'il vise à consacrer ou de la personne à laquelle il est attribué.

§ 3. La remise de la distinction a lieu au cours d'une cérémonie officielle organisée par le Gouvernement. Il peut être remis plus d'une distinction au cours de la même cérémonie.

§ 4. Le mérite wallon peut être octroyé à titre posthume.

Art. 3. § 1^{er}. Le Gouvernement détermine les règles, les modalités et la procédure pour l'octroi et la déchéance du mérite wallon ainsi que la forme prescrite pour les insignes visés à l'article 8 et les éléments constitutifs des brevets.

§ 2. Le Gouvernement tient un tableau officiel des récipiendaires du mérite wallon et fixe les mesures destinées à assurer la publicité de cette liste.

Art. 4. Le refus de la distinction officielle par la personne concernée est irrévocable.

Art. 5. § 1^{er}. Les personnes faisant l'objet d'une procédure judiciaire en matière pénale - information ou instruction - ou disciplinaire ne sont pas proposées pour une distinction au mérite wallon avant l'issue de cette procédure.

Les services du Gouvernement ne sont pas tenus de procéder à des investigations systématiques pour vérifier ce fait mais doivent néanmoins vérifier l'absence de condamnation.

Si toutefois ils venaient à en avoir connaissance, ils sont tenus de s'abstenir provisoirement de toute nouvelle initiative.

§ 2. En cas de classement sans suite, non-lieu, acquittement ou absence de sanction disciplinaire, la proposition d'octroi est introduite ou réintroduite avec la même prise de rang que celle initialement prévue.

§ 3. En cas de condamnation ou de sanction disciplinaire, il appartient au Gouvernement de reconsidérer l'opportunité de la proposition d'octroi, en fonction de la gravité de la condamnation ou de la sanction disciplinaire.

En tout état de cause, la proposition d'octroi est abandonnée en cas de condamnation assortie d'une destitution des distinctions honorifiques ou d'une interdiction de les porter ou en cas de condamnation à une peine correctionnelle principale d'un an ou à une peine plus lourde.

§ 4. Toute personne qui ne respecte plus les principes et valeurs qui ont conduit à ce que le mérite wallon lui soit octroyé peut en être déchue.

Art. 6. Pendant la durée de leur mandat, les membres du Parlement et du Gouvernement wallons ne peuvent se voir octroyer le mérite wallon.

Ils conservent par contre la distinction officielle si elle leur a été octroyée avant de devenir membre du Parlement wallon ou du Gouvernement wallon.

Art. 7. § 1^{er}. Le mérite wallon est représenté par des médailles qui s'inspirent des meubles héraldiques et couleurs de la Wallonie véhiculés par son drapeau, à savoir le coq hardi et le rouge et le jaune.

§ 2. Les médailles du mérite wallon sont :

- la médaille du mérite wallon;
- la médaille de chevalier du mérite wallon;
- la médaille d'officier du mérite wallon;
- la médaille de commandeur du mérite wallon.

Art. 8. La médaille du mérite wallon peut être portée dès signature par le Gouvernement de l'arrêté d'octroi.

Art. 9. Le présent décret entre en vigueur à la date fixée par le Gouvernement.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 31 mars 2011.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE,

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,
A. ANTOINE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., du Commerce extérieur et des Technologies nouvelles,
J.-C. MARCOURT

Le Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville,
P. FURLAN

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,
Mme E. TILLIEUX

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,
B. LUTGEN

—
Note

(1) *Session 2010-2011.*

Documents du Parlement wallon, 349 (2010-2011). N^{os} 1 à 4.

Compte rendu intégral, séance plénière du 23 mars 2011.

Discussion - Votes.

—
ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2011 — 1209

[2011/202085]

31. MÄRZ 2011 — Dekret über den Wallonischen Verdienst (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen und Wir, Regierung, sanktionieren es:

Artikel 1 - § 1. Es wird eine offizielle Auszeichnung unter der Bezeichnung "Wallonischer Verdienst" geschaffen, die die Anerkennung der wallonischen Behörden zum Ausdruck bringen soll, die jeder natürlichen oder juristischen Person zuteil wird, deren Talent oder Verdienst der Wallonie auf außerordentliche Art und Weise Ehre erwiesen hat oder erweist und so auf bedeutende Art und Weise zu ihrer Ausstrahlung beiträgt.

Der Wallonische Verdienst muss im direkten oder indirekten Zusammenhang zu den Zuständigkeitsbereichen der Wallonischen Region stehen.

§ 2. Das Talent betrifft eine bemerkenswerte Fähigkeit, insbesondere auf intellektuellem oder künstlerischem Gebiet.

Ziel des Verdienstes ist die Belohnung der von Personen erwiesenen Dienste im Hinblick auf den Wert ihres Verhaltens und der überwundenen Schwierigkeiten oder der gesamten besonders achtbaren intellektuellen und moralischen Qualitäten.

§ 3. Die Gewährung der Auszeichnung ist nicht als eine Verleihung zur Anerkennung bestimmter Entscheidungen, Stellungnahmen oder politischer, ideologischer und philosophischer Handlungen zu werten.

Art. 2 - § 1. Diese offizielle Auszeichnung ist ausschließlich ehrenhafter Natur und ist an keinerlei Vorrechte gebunden.

§ 2. Der Wallonische Verdienst umfasst vier Ränge, die in aufsteigender Rangfolge geordnet sind:

- erster Rang: Medaille des Wallonischen Verdienstes;
- zweiter Rang: Ritter des Wallonischen Verdienstes;
- dritter Rang: Offizier des Wallonischen Verdienstes;
- vierter Rang: Kommandeur des Wallonischen Verdienstes.

Die Vergabe des Ranges des Wallonischen Verdienstes ist abhängig von dem Talent und/oder dem Verdienst, der durch den entsprechenden Rang Bestätigung finden soll, oder von der Person, an die er vergeben wird.

§ 3. Die Vergabe der Auszeichnung findet statt im Rahmen eines offiziellen Festaktes, der von der Regierung organisiert wird. Im Laufe eines Festaktes können mehrere Auszeichnungen vergeben werden.

§ 4. Der Wallonische Verdienst kann posthum vergeben werden.

Art. 3 - § 1. Die Regierung bestimmt die Regeln, die Modalitäten und das Verfahren für die An- sowie die Aberkennung des Wallonischen Verdienstes, und die Formvorschriften für die in Artikel 8 erwähnten Ehrenabzeichen und die Bestandteile der Urkunden.

§ 2. Die Regierung führt eine amtliche Tabelle der mit dem Wallonischen Verdienst ausgezeichneten Personen. Sie legt zudem die Maßnahmen zur Veröffentlichung dieser Liste fest.

Art. 4 - Die Ablehnung der offiziellen Auszeichnung durch die betreffende Person ist unwiderruflich.

Art. 5 - § 1. Die Personen, die Gegenstand eines gerichtlichen Strafverfahrens - gerichtliche Voruntersuchung oder Untersuchung - oder eines Disziplinarverfahrens sind, werden vor Abschluss dieses Verfahrens nicht für die Verleihung der Wallonischen Verdienstausszeichnung vorgeschlagen.

Die Dienststellen der Regierung sind nicht verpflichtet, systematisch Ermittlungen anzustellen, um dies zu überprüfen. Sie müssen jedoch prüfen, dass keine Verurteilung vorliegt.

Sollte ihnen jedoch zur Kenntnis gelangen, dass eine Verurteilung vorliegt, sind sie verpflichtet vorläufig keine weiteren Initiativen zu ergreifen.

§ 2. Im Falle einer Einstellung der Strafverfolgung, einer Einstellung des Strafverfahrens, eines Freispruchs oder falls keine Disziplinarstrafe ausgesprochen wird, wird der Auszeichnungsvorschlag in dem Rang eingereicht oder wieder eingereicht, der ursprünglich vorgesehen war.

§ 3. Im Falle einer Verurteilung oder der Verkündung einer Disziplinarstrafe ist es Aufgabe der Regierung, unter Berücksichtigung der Schwere der Verurteilung oder der Disziplinarstrafe erneut zu prüfen, ob es weiterhin angebracht ist, die Auszeichnung vorzuschlagen.

Auf jeden Fall wird auf den Auszeichnungsvorschlag verzichtet, falls mit der Verurteilung eine Aberkennung der Ehrenausszeichnungen erfolgt, oder ein Verbot des Tragens dieser Auszeichnungen ausgesprochen wird, oder aber im Falle einer Verurteilung zu einer Hauptkorrektionalstrafe von einem Jahr oder zu einer schwereren Strafe.

§ 4. Einer Person, die die Grundsätze und Werte, die zur Anerkennung des Wallonischen Verdienstes geführt haben, nicht mehr beachtet, kann diese Auszeichnung aberkannt werden.

Art. 6 - Während der Dauer ihres Mandats kann den Mitgliedern des Wallonischen Parlaments und der Wallonischen Regierung der Wallonische Verdienst nicht verliehen werden.

Sie behalten jedoch diese amtliche Auszeichnung, falls diesen Ihnen gewährt worden ist, bevor sie Mitglied des Wallonischen Parlaments und der Wallonischen Regierung wurden.

Art. 7 - § 1. Der Wallonische Verdienst wird durch Medaillen repräsentiert, die von den Wappenfiguren und Farben der Wallonie abgeleitet werden und auf ihrer Fahne dargestellt werden, d.h. der streitende Hahn und die Farben Rot und Gelb.

§ 2. Bei den Medaillen des Wallonischen Verdienstes handelt es sich um:

- die Medaille des Wallonischen Verdienstes;
- die Medaille des Ritters des Wallonischen Verdienstes;
- die Medaille des Offiziers des Wallonischen Verdienstes;
- die Medaille des Kommandeurs des Wallonischen Verdienstes.

Art. 8 - Die Medaille des Wallonischen Verdienstes kann ab der Unterzeichnung des Anerkennungserlasses durch die Regierung getragen werden.

Art. 9 - Das vorliegende Dekret tritt am von der Regierung bestimmten Datum in Kraft.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 31. März 2011

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst

J.-M. NOLLET

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Beschäftigung, Ausbildung und Sportwesen

A. ANTOINE

Der Minister für Wirtschaft, K.M.B., Außenhandel und neue Technologien

J.-C. MARCOURT

Der Minister für lokale Behörden und Städte

P. FURLAN

Die Ministerin für Gesundheit, soziale Maßnahmen und Chancengleichheit

Frau E. TILLIEUX

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität

Ph. HENRY

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe

B. LUTGEN

—
Note

(1) *Sitzungsperiode 2010-2011.*

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 349 (2010-2011). Nrn. 1 bis 4.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, öffentliche Sitzung vom 23. März 2011

Diskussion - Abstimmung.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2011 — 1209

[2011/202085]

31 MAART 2011. — Decreet betreffende de Waalse verdienste (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. § 1. Er wordt een officiële onderscheiding ingesteld onder de benaming "Waalse verdienste", met het oog op de erkenning door de Waalse overheden van elke natuurlijke of rechtspersoon waarvan het talent of de verdienste Wallonië uitzonderlijk eert of heeft geëerd en die zo op betekenisvolle wijze tot de uitstraling van Wallonië bijdraagt.

De Waalse verdienste moet rechtstreeks of onrechtstreeks betrekking hebben op de bevoegdheden van het Waalse Gewest.

§ 2. Het talent betreft een opmerkelijke bekwaamheid, met name op intellectueel of artistiek vlak.

De verdienste beoogt de beloning van personen voor bewezen diensten ten aanzien van de waarde van hun gedrag en de overwonnen moeilijkheden of voor een geheel van bijzonder waardeerbare intellectuele en morele hoedanigheden.

§ 3. De toekenning van de onderscheiding mag niet worden beschouwd als een verlening van erkenning van bepaalde keuzes, standpunten, politieke, ideologische en filosofische houdingen.

Art. 2. § 1. Deze officiële onderscheiding heeft een zuiver erekarakter en verleent geen voorrecht.

§ 2. De Waalse verdienste bestaat uit vier rangen, gerangschikt in een hiërarchische stijgende volgorde :

- eerste rang : medaille van de Waalse verdienste;
- tweede rang : ridder van de Waalse verdienste;
- derde rang : officier van de Waalse verdienste;
- vierde rang : commandeur van de Waalse verdienste.

De rang van de Waalse verdienste hangt van het talent en/of de verdienste af die ze wil bevestigen of van de persoon aan wie ze wordt toegekend.

§ 3. De uitreiking van de onderscheiding gebeurt tijdens een officiële plechtigheid georganiseerd door de Regering. Verschillende onderscheidingen kunnen worden toegekend tijdens dezelfde plechtigheid.

§ 4. De Waalse verdienste kan postuum worden verleend.

Art. 3. § 1. De Regering bepaalt de regels, de modaliteiten en de procedure voor de toekenning en het verval van de Waalse verdienste alsook de voorgeschreven vorm voor de onderscheidingsteken bedoeld in artikel 8 en de bestanddelen van de octrooien.

§ 2. De Regering houdt een officiële tabel van de nieuwe leden van de Waalse verdienste en stelt de maatregelen vast bestemd voor de openbaarheid van deze lijst.

Art. 4. De weigering van de officiële onderscheiding door de betrokken persoon is onherroepelijk.

Art. 5. § 1. De personen die verwikkeld zijn in een gerechtelijke procedure voor een strafrechtelijke zaak - opsporingsonderzoek of gerechtelijk onderzoek - of in een tuchtrechtelijke procedure mogen niet worden voorgedragen voor een onderscheiding in de Waalse verdienste vóór de afloop van deze procedure.

De diensten van de Regering zijn niet verplicht over te gaan tot het systematisch onderzoeken van een dergelijk feit maar moeten de afwezigheid van veroordeling te controleren.

Indien zij hiervan echter kennis hebben, dienen zij voorlopig af te zien van elk nieuw initiatief.

§ 2. In geval van seponering, buitenvervolginstelling, vrijspraak of afwezigheid van tuchtstraf, wordt het toekenningsvoorstel ingediend of heringediend met dezelfde ranginname als oorspronkelijk bepaald.

§ 3. In geval van gerechtelijke veroordeling of tuchtsanctie, is het de taak van de Regering om de opportuniteit van het toekenningsvoorstel te herbekijken, afhankelijk van de ernst van de veroordeling of de tuchtsanctie.

In ieder geval wordt afgezien van het toekenningsvoorstel in geval van veroordeling die gepaard gaat met een intrekking van de eervolle onderscheidingen of een verbod om ze te dragen of in geval van een veroordeling tot een correctionele hoofdstraf van een jaar of een zwaardere straf.

§ 4. Elke persoon die de principes en waarden niet meer naleeft die ertoe leiden dat de Waalse verdienste hem wordt toegekend, kan die verliezen.

Art. 6. Tijdens hun mandaat kan de Waalse verdienste aan de leden van het Waals Parlement en van de Waalse Regering niet worden toegekend.

Daarentegen behouden ze de officiële onderscheiding indien ze hun toegekend is alvorens ze lid van het Waals Parlement of van de Waalse Regering geworden zijn.

Art. 7. § 1. De Waalse verdienste wordt vertegenwoordigd door medailles geïnspireerd door de heraldische wapenen en de kleuren van de vlag van Wallonië, namelijk de stappende haan en rood en geel.

§ 2. De medailles van de Waalse verdienste zijn de volgende :

- de medaille van de Waalse verdienste;
- de medaille van ridder van de Waalse verdienste;
- de medaille van officier van de Waalse verdienste;
- de medaille van commandeur van de Waalse verdienste.

Art. 8. De medaille van de Waalse verdienste mag gedragen worden vanaf de ondertekening door de Regering van het besluit van toekenning.

Art. 9. Dit decreet treedt in werking op de datum bepaald door de Regering.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 31 maart 2011.

De Minister-President,

R. DEMOTTE,

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,

J.-M. NOLLET

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,

A. ANTOINE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën,

J.-C. MARCOURT

De Minister van de Plaatselijke Besturen en de Stad,

P. FURLAN

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,

Ph. HENRY

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,

B. LUTGEN

—
Nota

(1) *Zitting 2010-2011.*

Stukken van het Waals Parlement, 349 (2010-2011). Nrs. 1 tot 4.

Integraal verslag, plenaire zitting van 23 maart 2011.

Bespreking - Stemmingen.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2011 — 1210

[2011/202083]

7 AVRIL 2011. — Décret relatif à la gouvernance dans l'exécution des mandats publics au sein des organismes d'intérêt public et des entités dérivées de l'autorité publique (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Chapitre 1^{er}. — *Modification du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public*

Article 1^{er}. A l'article 2 du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public, les modifications suivantes sont apportées :

a) le 1^o est remplacé comme suit :

" 1^o administrateur public : toute personne ou son suppléant :

a) qui, de manière cumulative :

- siège au sein de l'organe chargé de la gestion d'un organisme public;

- été nommée par le Gouvernement ou par le Parlement ou sur proposition de ceux-ci, conformément au décret ou à l'arrêté portant création dudit organisme public, à ses statuts ou aux droits du Gouvernement dans l'actionnariat, ou a été désignée par le Gouvernement wallon dans une des sociétés de transport en commun sur proposition de la Société régionale wallonne du Transport ou a été nommée, au sein de l'organe de gestion d'un organisme public, sur intervention de la Région wallonne, d'un organe qui en dépend, d'une province ou d'une commune;

b) et qui n'est pas administrateur de droit de l'organe de gestion d'un organisme public. ";

b) le 2^o est remplacé comme suit :

" 2^o gestionnaire public : toute personne, autre qu'un administrateur public, chargé de la gestion journalière, ou agissant au sein de l'organe chargé de la gestion journalière de l'organisme public. ";

c) un point 8^o est ajouté, rédigé comme suit :

" 8^o administrateur de droit : toute personne désignée comme telle dans le décret instituant l'organisme. ";

d) un point 9^o est ajouté, rédigé comme suit :

" 9^o observateur : toute personne qui, sans être administrateur, est désignée par le Gouvernement pour assister aux réunions des organes de la société sans rôle délibératif et qui a accès aux pièces. ".

Art. 2. L'article 3, § 1^{er}, du même décret est complété par les 36^o à 38^o rédigés comme suit :

36^o la Société " *Brussels South Charleroi Airport* " (BSCA);

37^o le Fonds d'investissement dans les entreprises culturelles " *St'art* ";

38^o la Société aéroportuaire de Bierset. "

Art. 3. Dans l'article 4, § 1^{er}, du même décret, l'alinéa suivant est inséré entre l'alinéa 1^{er} et l'alinéa 2 :

" Si, en application des dispositions de l'alinéa 1^{er}, un de ces groupes politiques ne dispose pas d'un administrateur public au sein de l'organe de gestion d'un organisme qui est un organisme public visé par la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes publics, il y est représenté par un observateur désigné par le Gouvernement, sur proposition de ce groupe politique. "